

Myriam Revault d'Allonnes : « Le macronisme est une politique de l'insensible »

 [lemonde.fr/idees/article/2019/12/16/myriam-revault-d-allonnes-le-macronisme-est-une-politique-de-l-](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/12/16/myriam-revault-d-allonnes-le-macronisme-est-une-politique-de-l-)



Emmanuel Macron à Bruxelles, le 12 décembre. FRANCISCO SECO / AP

Philosophe, Myriam Revault d'Allonnes est professeure émérite des universités à l'École pratique des hautes études (EPHE) et chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Notamment auteure de *Le Miroir et la Scène. Ce que peut la représentation politique* (Seuil, 2016), *La Politique expliquée à nos enfants* (Seuil, 2017) et *La Faiblesse du vrai* (Seuil, 2018), Myriam Revault d'Allonnes analyse les ressorts de la crise sociale et politique que traverse la société française au moment où le gouvernement et une partie des syndicats s'affrontent sur la réforme des retraites.

La mobilisation contre le projet de réforme des retraites est-elle le signe que la France connaît une crise de l'avenir ?

La contestation massive de la réforme des retraites a effectivement pour arrière-fond une crise historique et politique aujourd'hui portée à son paroxysme. Cette crise concerne le devenir global de nos sociétés. C'est, apparemment, ce dont prennent acte les tenants du projet de réforme des retraites, qui prétendent œuvrer pour la postérité et qualifient les protestations actuelles de revendications catégorielles et de défense des intérêts acquis. Encore faut-il s'entendre sur les contours de l'avenir que l'on prépare aux générations à venir...

La croyance en un progrès généralisé de l'espèce humaine s'est effondrée, tout au moins sous la figure d'un avenir globalement orienté vers le mieux. Les perspectives ne cessent de s'assombrir et on en vient maintenant à anticiper un futur inéluctablement catastrophique, comme en témoigne le succès des théories de l'effondrement (ce qu'on appelle la « collapsologie »).

Lire aussi [Les collapsologues en font-ils trop ?](#)

Cette crise du futur conduit-elle à l'impuissance et à la dépolitisation ?

Sur ce terreau, celui d'un horizon d'attente vidé de sa substance ou hanté par la catastrophe, se greffent, en toute logique, les innombrables discours de l'expertise et de la gestion des risques. Il n'y a plus rien à décider, sinon ce que nous impose la nécessité de nous adapter au capitalisme mondialisé et de mener une politique qui entérine cette nécessité, sauf à nous précipiter dans l'abîme. La conséquence est que l'action politique ne se manifeste plus sur le mode de l'initiative : elle est devenue essentiellement réactive. Réaction aux mouvements des marchés financiers, aux bouleversements écologiques (pour peu qu'on veuille bien les prendre en compte), aux mutations sociétales et culturelles. Le triomphe de l'« épistocratie » ou de l'« épistémocratie » (la tâche de gouverner ne peut être exercée que par « ceux qui savent ») couronne cette tendance lourde en faisant de certains savoirs (essentiellement économiques et gestionnaires) la matrice de choix politiques réduits, en tant que tels, à la portion congrue.

Les professions du soin, de la protection ou de l'éducation, qui sont en contact direct et quotidien avec les citoyens, semblent particulièrement touchées. Vivons-nous à l'heure de la déliaison sociale ?

Bien au-delà de ce qu'on tente de faire passer pour des revendications catégorielles, qui voudraient maintenir les seuls avantages acquis par certains au détriment du sort des générations futures, on est confrontés depuis des mois aux plaintes, aux demandes, aux réquisitoires de ceux qui prennent quotidiennement en charge les populations les plus vulnérables : le SAMU, les services d'urgence, les pompiers qui, de leur propre aveu, sont devenus les « *médecins des pauvres* » et passent le plus clair de leur temps à « *faire du social* » là où les services publics sont défaillants, voire inexistants. Ces protestations durent depuis des mois, même des années, et elles se sont exprimées avec force bien avant les manifestations et les grèves de ces dernières semaines. Personne n'ignore que le mouvement des « gilets jaunes » a pris racine dans ces territoires désertés par les services publics ainsi que par les instances et les organes de médiation qui faisaient lien et permettaient, si peu que ce soit, de donner une figure concrète au tissu social, au « commun ». C'est l'un des aspects – mais non le seul – d'un processus de déliaison, de délitement du lien social, qui est le signe d'un dérèglement de la logique démocratique.

Lire aussi [« Nous sommes devenus les médecins des pauvres » : les pompiers face à](#)

Quelle est la vision de l'individu et de la société véhiculée par la politique d'Emmanuel Macron ?

Sur la vision de la société que nous propose le « macronisme », plusieurs points méritent, selon moi, d'être soulignés. Je voudrais ici m'attacher à la perspective d'une « anthropologie politique » qui déborde les seules décisions politiques et même les seuls mécanismes institutionnels. On ne rappellera jamais assez qu'une forme de société (au premier chef la démocratie) n'est pas seulement un ensemble de dispositifs juridico-politiques, un mode d'agencement et de répartition du pouvoir. C'est aussi un horizon de sens et un ensemble d'expériences, autrement dit une manière de vivre (ou de ne pas vivre) ensemble. Il importe alors de se demander quelle vision on nous propose aujourd'hui de l'individu et de ses rapports avec la société, vision dont le « macronisme » n'est sans doute que l'emblème ou la pointe avancée.

Lire aussi Luc Rouban : « Le macronisme ne comprend pas le conflit »

Le triomphe de l'individu, qui a marqué la modernité politique, a souvent laissé penser que la politique n'était que l'instrument garantissant la réalisation des finalités individuelles. Comme si les individus, mis en position de fondement, étaient porteurs de droits préalables (et des pouvoirs liés à ces droits) avant d'être soumis à des devoirs et surtout avant même d'appartenir à la société politique. Dans cette perspective, poussée à un point extrême, les institutions sociales ne sont qu'un instrument extérieur ou extrinsèque destiné à assurer ces droits préalables. Il suit de là que le consentement des individus à l'égard de ces mêmes institutions est nécessairement conditionnel et révocable : ils n'ont en effet d'obligations à l'égard de la communauté que dans la mesure où elle garantit ces droits.

Lire aussi Le délicat « en même temps » de Macron

C'est la question de l'endettement de l'individu à l'égard du social qui se trouve alors posée, mais c'est aussi son symétrique inversé, à savoir la question de l'endettement du social à l'égard des individus, qui se révèle aujourd'hui dans sa lumière la plus crue à travers les discours du pouvoir actuel, notamment autour des notions de responsabilité, d'autonomie et de capacité.

Le macronisme est-il, selon vous, un « néo-libéralisme » ?

Derrière les discours officiels qui en appellent à la solidarité et à l'universalité, notamment à travers le projet de réforme des retraites, aucun pouvoir n'a assumé avec autant de clarté l'idée que la politique relevait avant tout d'une gestion calculante venant en lieu et place d'une réflexion à long terme sur les fins ultimes de la société dans laquelle nous voulons vivre. Le processus qui veut que la société soit régie sur le modèle de l'entreprise n'est certes pas nouveau. Il caractérise ce qu'on appelle, faute de mieux, la rationalité « néo-libérale » pour qui la politique doit être soumise aux mêmes critères que ceux du management. Ce sont des constats bien connus et sur lesquels il est inutile

de revenir. A cet égard, le macronisme n'est pas une invention politique, mais l'aboutissement d'un processus de longue durée. Le « nouveau monde » n'a rien de nouveau, si ce n'est la proclamation explicite, non dissimulée, d'un certain nombre d'impératifs étroitement associés à une vision utilitariste du social. Et, encore une fois, cette vision utilitariste affecte profondément la manière dont on appréhende les sujets politiques : le nouveau modèle de subjectivation proposé aux individus est celui d'un sujet rationnel, entrepreneur de soi-même, performant, soustrait par le calcul et la prévision aux aléas de la contingence et débarrassé du même coup des déchirements intérieurs, des contradictions et des paradoxes qui font sa richesse. A cet égard, le macronisme est une politique de l'insensible.

Quel imaginaire politique faudrait-il mobiliser pour que la France sorte de ce que vous appelez une « crise sans fin » ?

C'est bien vers un imaginaire politique auquel il faut redonner vie qu'il faut se tourner. Explorer le possible pour donner à voir ce qui pourrait être autre qu'il n'est : telle est aujourd'hui la première tâche à laquelle il faut se consacrer. Dans *La Crise sans fin [Seuil, 2012]*, j'avais opposé deux métaphores. La première est celle de la « cage d'acier », qui figure, selon Max Weber, l'ensemble des contraintes qui enferment l'homme moderne. Ce sont des contraintes à la fois extérieures et intérieures – à savoir l'adaptation méthodique aux situations qu'il rencontre. Weber pose la question du type d'homme intérieurement façonné par l'esprit du capitalisme, de ce qui le porte à calculer en fonction des contraintes d'efficacité et de rentabilité. Cet « habitacle » est la métaphore d'un enfermement : il n'y a pas d'alternative, il faut s'adapter.

Lire aussi [Les intellectuels proches de Paul Ricoeur se divisent sur la fidélité d'Emmanuel Macron aux idées du philosophe](#)

Mais on peut lui opposer une autre métaphore : celle de la « brèche du temps », par laquelle Hannah Arendt désigne l'interruption – par la capacité humaine à commencer – du cours du temps qui, livré à lui-même, mène inéluctablement à la ruine et à la mort. Ce que nous dit cette dernière métaphore, c'est que, pour les générations à venir, le monde est toujours « hors de ses gonds » : si la crise, portée à son paroxysme, a une force d'obligation, c'est qu'elle nous engage, précisément parce que nous sommes conceptuellement démunis, à revenir aux questions essentielles. La crise est révélatrice, elle conduit – elle contraint même – à relancer les questionnements : je crois qu'effectivement les jeunes, même si on les voit et on les entend peu dans les manifestations traditionnelles, prennent à bras-le-corps un certain nombre de questions relatives à la responsabilité que nous avons à l'égard du monde, à ce que nous devons au monde et à sa durabilité. Sans doute les chemins qu'il leur faut explorer ne sont pas encore frayés, mais dire que le monde est toujours « hors de ses gonds » signifie qu'il ne peut être préservé de l'usure et de l'entropie que par la force de l'imaginaire.

Nicolas Truong

